

Procès d'un salaud ordinaire

par Jean-Jacques Gandini



Entre juillet 1942 et mai 1944, 1 690 personnes d'origine juive, dont 223 enfants, ont été arrêtées sur la base du fichage du Service des Questions Juives instaurée par le régime de Vichy, et transférées de Bordeaux vers le camp de Drancy puis vers celui d'Auschwitz où la plupart d'entre elles ont été exterminées dès leur arrivée. Le 18 octobre 1997, Maurice Papon, âgé de 87 ans, secrétaire général de la préfecture de la Gironde, la plus importante de zone occupée et qui avait la haute main sur le Service des Questions Juives au moment des faits, comparait devant la cour d'assises de Bordeaux, inculpé de complicité de crime contre l'humanité et d'assassinat pour sa participation active aux faits ci-avant dénoncés. Ce procès qui durera six mois est celui d'un fonctionnaire zélé, imbu de sa fonction, convaincu d'agir au nom de l'État dans des circonstances exceptionnelles. À son poste, il a toujours eu le sentiment de ne faire que son devoir et jusqu'au bout il aura gardé la conscience du devoir accompli. Il a obéi aux ordres, leur finalité ne le regarde pas.

Le 2 avril 1998, Maurice Papon sera déclaré coupable pour les arrestations et les séquestrations mais pas pour la complicité d'assassinat - alors que le dossier démontre clairement qu'il avait connaissance de la Solution Finale - et condamné à seulement dix ans de réclusion criminelle et dix ans de suppression de ses droits civils, civiques et de famille. Son pourvoi en cassation sera rejeté mais il ne purgera que trois ans

de prison, rendu à la liberté pour « raisons médicales » qui se révéleront sans fondement et mourra de sa belle mort à l'âge de 96 ans. Sa condamnation signe toutefois la fin de l'immunité pour cette élite techno-bureaucratique qui se pensait investie d'une mission : agir au nom de l'État, lui assurant par là-même la jouissance du privilège régalien de l'irresponsabilité. Alors qu'étant donné la nature du régime national-autoritaire d'exclusion qu'a été la France de Vichy entre 1940 et 1944, le devoir de désobéissance devait primer sur la raison d'État.

En ces temps troublés, il faut donc le dire et le redire avec force, comme nous le rappelle Jacques Fénimore (revue *Le Passant ordinaire*, octobre 1997) : « *Aucun régime totalitaire ne peut venir et se maintenir au pouvoir sans une multitude de petites lâchetés, compromissions, ralliements, reniements ou actes d'obéissance d'hommes et de femmes, comme vous et moi, du plus petit citoyen au plus haut fonctionnaire. Non, ce n'est pas parce qu'il y a eu Hitler et Pétain que nous avons eu des hommes comme Maurice Papon, mais parce qu'il y a eu des milliers d'hommes comme Papon que nous avons eu Hitler et Pétain* ».

Militant engagé dans le mouvement anarchiste depuis ses 20 ans, co-fondateur du Centre Ascaso-Durruti à Montpellier et de la revue de recherches et expressions anarchistes *Réfractions*, auteur d'ouvrages sur le mouvement anarchiste chinois, journaliste, par ailleurs membre de la Ligue des Droits de l'Homme, avocat spécialisé dans la défense des libertés publiques, ancien président du Syndicat des Avocats de France.

Le procès Papon : histoire d'une ignominie ordinaire au service de l'État par Jean-Jacques Gandini. Le Passager clandestin, 2025. 240 pages. 12 euros. Ce livre sera disponible le jour de la causerie.

L e s c a u s e r i e s d u C I R A

Samedi 14 février 2026 - 17 heures

CIRA 50 rue Consolat - 09 50 51 10 89